



**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL,
AUX ELUS REGIONAUX**

Rennes, le 15 février 2018

Mesdames, Messieurs,
Cher.e.s collègues,

Nous sommes aujourd'hui rassemblés pour une session importante qui va durer 2 jours et demi et avant de vous exprimer mon sentiment sur la période permettez-moi de revenir sur quelques points d'actualité qui sont des points importants pour la Bretagne :

- **Tout d'abord le sujet de la réforme de la carte judiciaire**, il s'agit là d'un sujet important, j'ai écrit à la Ministre pour lui exprimer qu'au-delà du « simple bougé administratif » nous parlons économie, nous parlons aménagement, nous parlons symbole, nous parlons histoire. Les Bretonnes et les Bretons ne comprendraient pas cette réforme et j'espère bien entendu qu'ensemble nous pourrions trouver la capacité d'écrire un vœu unanime pour réaffirmer notre position et porter ainsi ensemble ce vœu qui nous permettra, je l'espère, de maintenir la carte pour la Bretagne telle quelle existe pour la Cour d'Appel,
- **Concernant le lycée de Plouhinec**, sujet ô combien important, ô combien sensible. Sachez que je suis retourné une nouvelle fois à Plouhinec il y a quelques jours. J'ai eu le plaisir de revoir les élus, les enseignants, et je crois qu'aujourd'hui il y a un point sur lequel il y a un constat partagé. C'est qu'il ne peut pas y avoir de communauté éducative à 47 élèves. Ce point là est partagé et pourtant il reste des points sensibles, des points douloureux voire même de la colère. J'ai compris, en me déplaçant il y a quelques jours au Conseil communautaire du Cap Sizun, que des dossiers avaient potentiellement été remontés et qui n'étaient pas arrivés jusqu'à la Région Bretagne. Je veux redire ici que nous n'avons pas, depuis que nous avons la responsabilité de la carte des formations,

reçu de dossier. Aucun dossier. J'ai demandé au Recteur de nous informer si il y avait eu des dossiers à remonter, de nous dire quels en étaient les contenus et de nous indiquer quelle était ou quelle serait la position du Rectorat si ces dossiers existent de manière à ce qu'ils puissent être traités correctement. Mais que chacun assume ses responsabilités, nous avons assumé les nôtres et le vote a eu lieu.

- **Concernant le lycée sud**, je remercie l'ensemble des élus de la commission d'avoir travaillé sur ce sujet, d'avoir avancé pour permettre d'étoffer notre connaissance du sujet de manière à ce que dans quelques mois nous puissions faire notre choix en conscience et sereinement.
- **Sur le sujet, là aussi sensible, du Brexit** : Vous le savez, j'ai rencontré Michel Barnier, un échange qui a permis, en présence de Forough Salami, d'exprimer notre inquiétude notamment pour le sujet ô combien important de la pêche. Nous avons aussi abordé les autres sujets mais ce sujet est un sujet prégnant en Bretagne et j'ai eu l'assurance que Michel Barnier, de par son histoire personnelle, de par sa culture personnelle, a en tête cette problématique et que ce sujet sera bien entendu traité, pas comme n'importe quel sujet, mais comme un sujet à part entière qui doit être traité dans la discussion globale sur l'après Brexit et sur les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. A ce propos, la task force qui avait été annoncée a commencé ses travaux au niveau technique, elle sera installée politiquement courant mars de manière à poursuivre son avancée sur ces sujets qui vont impacter la Bretagne puisque sur ce sujet du Brexit, je pense que le monde ne sera plus comme avant quoi que l'on dise.
- **Enfin, il y a un sujet qui nous touche et qui nous préoccupe dans cette période de vote sur le budget, c'est le sujet de l'apprentissage**. Sur ce sujet de l'apprentissage le gouvernement a fait un choix radical, celui de transférer la responsabilité de l'apprentissage aux branches. De nous laisser quelques responsabilités avec des moyens sur lesquels nous avons encore un débat ouvert avec le Gouvernement. Il le fait au moment où, en Bretagne, nous connaissons nos meilleurs résultats, au moment où en Bretagne nous explosons les scores. Il le fait à une période où nous avons stabilisé la discussion quadripartite, chère à notre cœur, qui nous permet de produire des fruits qui sont les fruits, je le redis, de la mobilisation collective des acteurs en Bretagne, y compris des branches, et qui ont su au cours des années passées construire une vision, une stratégie, et la mettre en œuvre. Je crois que ce qui fait la qualité et la force d'une réforme, ce n'est pas sa radicalité. C'est sa durabilité. Nous avons fait, pour notre part, une proposition d'une réforme ambitieuse qui s'appuyait sur nos réussites et qui faisait

des propositions d'améliorations réelles et efficaces. Pas le statu quo, pas le rester sur place, de vraies propositions réelles et efficaces. C'est donc, sur ce point, un rendez-vous manqué. Rendez-vous manqué pour nous, ici en Bretagne, un rendez-vous manqué avec les régions de France. Je pense qu'il faut garder en tête que notre position était appuyée sur un point : on ne peut pas distinguer la mission importante des formations des jeunes de la demande des entreprises et du troisième pilier qui est l'aménagement du territoire. Ce sont ces trois sujets qui doivent être traités ensemble et je crois que, sur ce point là, nous aurons nécessairement à en reparler dans les années qui viennent. Les branches seront désormais pilotes, je leur souhaite, bien entendu, pleine réussite et j'espère que dans quelques années, nous n'auront pas une interpellation par la jeunesse ou par d'autres acteurs sur ce sujet.

En ce début d'année, je veux vous dire ma conviction : une nouvelle page se tourne pour la Bretagne.

Dans un contexte de reprise économique, partout en Bretagne, dans tous les secteurs, dans toutes les filières, nous ressentons que des bascules majeures s'opèrent.

Un exemple, symbolique :

Au cœur de notre région, la filière alimentaire de l'agriculture à la distribution. Il apparaît que nous vivons avec les mêmes problèmes, les mêmes difficultés sur les sujets de revenus, les mêmes négociations difficiles avec la GMS, les mêmes demandes légitimes de vivre de son travail. Et pourtant, dans le même temps, sans que l'on en ait une perception claire, un monde s'effondre devant nos yeux pendant qu'un autre surgit :

- Le secteur de la GMS, jusqu'alors toute puissante, est en crise majeure,
- Amazon se positionne sur le frais, explore de nouvelles manières de commercer et ses cartons commencent à livrer beaucoup de points de la Bretagne.
- Nos industriels de l'agroalimentaire, et c'est heureux, poursuivent la modernisation de leurs outils pour répondre aux exigences de productivité, aux exigences de qualité, mais aussi pour offrir de nouveaux produits transformés qui doivent faire plus que nourrir les hommes, qui doivent raconter une histoire, porter des valeurs, apporter de nouvelles sources de valeur ajoutée.
- Nos agriculteurs accélèrent leurs mutations et produisent aujourd'hui plus que des produits agricoles, mais aussi de l'énergie, de la sécurité, de la qualité, de la traçabilité et surtout du « né, élevé, cultivé » en Bretagne que nous demandent les consommateurs. C'est le cas pour l'ensemble de nos agriculteurs qui choisissent la différenciation, les différenciations que ce soit avec les labels, avec le bio, avec les circuits alternatifs, avec

les sans, les sans antibio, les sans pesticide, les sans castration, les sans OGM pour plus de diversité, plus de valeur ajoutée, plus de qualité de vie, plus de revenus, bref, plus de plaisir dans son travail.

- Enfin, ces consommateurs qui, justement, imposent leurs nouveaux choix, exigent sécurité alimentaire, traçabilité, qualité et redonnent fierté et valeur à nos savoirs faire et savoir produire.

L'idée n'est certainement pas de retourner vers le monde d'avant, certainement pas de retourner à « Martine à la ferme » ou au recours exclusif aux circuits locaux pour subvenir à ses besoins, mais bien d'aller dans le monde de demain, ce monde, tel qu'il est, globalisé et connecté, où le sens semble se diluer, et où on exige de se raccrocher au territoire pour retrouver le plaisir de vivre, pour retrouver la qualité et quelque part rechercher l'utilité de l'entreprise qui produit.

Dans ce contexte, la Bretagne doit prendre sa place, avec ses agriculteurs, avec ses industriels, et poursuivre la reconquête amorcée.

Ce que nous vivons dans ce secteur stratégique et emblématique de la Bretagne se déroule implacablement dans l'ensemble de notre société.

L'économie a changé, l'innovation est aujourd'hui dans les territoires, de nouveaux usages naissent dans la rue, dans les champs autant que dans les labos. Ce n'est plus la main de l'ingénieur qui crée l'usage mais l'usage qui commande de plus en plus à l'ingénieur.

La valeur ajoutée n'est plus seulement la valeur intrinsèque du produit, mais plus que jamais et dans tous les secteurs, d'abord dans le sens que l'on donne à ce que l'on achète. C'est le cas pour l'alimentation, j'en parlais il y a un instant, c'est aussi le cas pour sa voiture, pour ses chaussettes ou pour sa banque. Suivez mon regard vers le Relecq-Kerhuon.

Cela bouscule notre économie, mais c'est une belle opportunité pour nos territoires, producteurs d'identité et de cultures qui donnent de la valeur aux choses et aux services.

Regardez l'impact sur le plus robuste des business plan de la mauvaise image, de la tricherie, de la pollution. L'étape suivante, que nous pressentons, que l'on vit déjà, que l'on espère, c'est le respect de l'Homme, le respect du territoire, l'utilité sociale de l'entreprise.

Le rôle de la collectivité dans ce monde si déstabilisant est d'accompagner les mutations pour ne pas subir, de protéger quand c'est nécessaire et d'accélérer lorsque c'est possible. C'est aussi d'offrir un service public performant sur l'ensemble du territoire, au service de tous, sans exclusive. C'est un choix de société, c'est l'ambition que je porte.

Ainsi deux choix s'offrent à nous :

- Les tenants du verre à moitié vide, tenants du « c'était mieux avant », huchant pour demander toujours à Paris de les sauver voire même juste de nous regarder, bref le club de la « tristitude » et des lamentations.
- Les tenants du verre à moitié plein, réalistes devant les difficultés, il y en a, mais enthousiastes devant la vitalité des faisous de Bretagne, entrepreneurs, militants associatifs, créatifs, artistes et élus locaux qui partout vont de l'avant, inventent, innovent, agiles dans ce nouveau monde.

Vous l'avez compris c'est cette nouvelle Bretagne qui prend forme partout, dans nos Métropoles, dans nos intercos, dans nos villes, dans nos bourgs, dans nos campagnes que j'admire et que j'encourage.

Cette nouvelle génération qui invente de nouvelles entreprises, de nouveaux lieux de création, d'expression, de nouvelles solidarités, qui se déploient au service du vivre ensemble, de la mobilité et du bien-être. Cette nouvelle génération qui invente de nouvelles musiques puisées dans nos racines et celles d'ailleurs, cette nouvelle génération qui part à l'aventure sur la planète pour explorer les océans, cette nouvelle génération qui travaille sur les réseaux et vit sur notre vieille terre bretonne. Cette nouvelle génération qui travaille cette vieille terre bretonne et qui crée, échange, partage et apprend sur ces réseaux.

C'est cela ma Bretagne et c'est avec ceux-là que je vais de l'avant.

Pour réussir il nous faut prendre nos responsabilités :

C'est dans cet état d'esprit que j'ai proposé un **pacte d'accessibilité** au Gouvernement. Construit avec les collectivités de Bretagne au lendemain de l'annonce de l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. C'est un contrat, entre nous, pour se dire que nous défendons la même cause, le même objectif. L'objectif d'aller de l'avant sur les sujets de la mobilité. L'objectif qui d'abord doit redire, réaffirmer, que les 45 minutes que nous avons gagnées il y a quelques mois avec des dizaines d'années d'effort de l'ensemble des élus de Bretagne, et qui aujourd'hui se déversent sur l'ensemble du territoire régional, ne doivent pas être mises aux oubliettes par le fracas de cette annonce et par les inquiétudes qui peuvent surgir de par ce risque de voir l'histoire s'arrêter. Je crois que dans l'histoire de la mobilité les choses ne s'arrêteront pas, nous en reparlerons et ce pacte d'accessibilité a été présenté à la Ministre quelques jours après l'annonce concernant l'aéroport Notre-Dame des Landes. C'est notre base commune, à l'ensemble des élus bretons pour répondre aux enjeux de la

mobilité en Bretagne, dans nos territoires au quotidien, entre nos villes de Bretagne et vers l'Europe et le Monde.

Achèvement de la RN 164, travail sur l'offre globale de nos plateformes aéroportuaires, mobilité fer, combinée aux offres de nos cars, déploiement de la fibre pour aller vers le haut débit pour tous en 2022 et la fibre pour tous en 2030... Nous avons là un socle solide de discussion qui doit permettre à l'Etat de se positionner clairement. Sur ce point, les discussions sont en cours.

C'est dans ce même état d'esprit que je propose un **contrat global à l'Etat, combinant ses exigences financières, les célèbres 1,2 %, aux exigences de la Bretagne**. Signer un engagement à respecter ces 1,2 % n'a pas forcément de sens, surtout pour une collectivité qui assume depuis des années une réduction de sa dépense en fonctionnement pour financer ses investissements et notamment le sujet de la LGV. Aussi, je propose que nous poursuivions le travail de discussion, avec l'Etat, pour faire en sorte de poser les exigences des deux parties. Exigences posées par le Gouvernement sur ce sujet des 1,2 et de l'effort demandé aux collectivités. Exigence de la collectivité régionale par rapport à l'Etat dans la suite des engagements qui ont été scellés dans le marbre des différents accords qui se sont passés tout au long des années qui viennent de s'écouler. Bref, un accord équilibré entre l'Etat et la Région.

C'est enfin pour assumer nos responsabilités que je propose d'explorer, ensemble, l'ensemble des opportunités offertes par la **différenciation**, chemin fructueux pour répondre aux exigences de la société d'aujourd'hui en assumant sereinement la puissance, l'agilité et l'intelligence de la décentralisation dans le cadre républicain.

Le Président de la République a ouvert des possibilités pour avancer sur l'autonomie fiscale et sur la différenciation. Nous devons, à mon sens, être force de proposition et saisir cette ouverture pour repenser ce qu'est la régionalisation aujourd'hui dans un monde en pleine mutation. J'ai demandé à Jean-Michel Le Boulanger de présider un groupe de travail, que nous ouvrirons au cours de cette session, afin de mener une réflexion sur ce sujet et de faire des propositions concrètes.

Ce sera aussi le sujet de la Breizh COP qui agitera la Bretagne tout au long de l'année et qui permettra de travailler, avec les autres collectivités de Bretagne, mais aussi avec les associations, entreprises et citoyens, sur le projet commun qui nous unit. Et dans ce projet commun, il y a le rôle et le fonctionnement des collectivités, entre elles, et vis-à-vis de l'Etat.

En conclusion, je vous propose de faire de 2018 une année d'écriture d'une nouvelle page de la Bretagne. Une Bretagne fière et vivante, une Bretagne qui s'assume et qui encourage les initiatives, une Bretagne qui joue l'inclusion et affirme ses solidarités.

Le budget que je vous propose s'y inscrit pleinement, il a été construit dans l'objectif de pouvoir compter sur de nouvelles marges de manœuvre dans les deux ans qui viennent. Et nous en aurons bien besoin car les chantiers ne manqueront pas et nous saurons saisir toutes les opportunités.

Je vous remercie.